

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

**GATS/EL/53**

30 août 1995

(95-2618)

---

**Commerce des services**

Original: français

## COMMUNICATION DU MALI

### Accord général sur le commerce des services - Liste d'exemptions de l'article II (NPF)

La communication ci-jointe est distribuée à la demande du gouvernement malien.



# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

**GATS/EL/53**

30 août 1995

(95-0000)

---

**Commerce des services**

## **MALI**

### **Liste finale d'exemptions de l'article II (NPF)**

(Seul le texte français fait foi)



# MALI - LISTE FINALE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Transport Maritime: Echanges commerciaux par cabotage	Lois, Décrets et Décisions futures basées sur des accords bilatéraux ou multilatéraux qui accordent des droits de cabotage aux partenaires commerciaux sur une base réciproque	25 pays	Avenir proche en attendant que l'objectif visé prenne racine	Stimuler le commerce inter-états et promouvoir l'intégration économique régionale
Transport Maritime	Lois, Décrets et décisions basées sur des accords bilatéraux et/ou multilatéraux. Résolutions de la CMEAOC adoptées en vue de la mise en oeuvre des dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies relative à un Code de Conduite qui prévoient la répartition de 80 pour cent des échanges commerciaux de ligne avec la Compagnie Nationale de navigation Maritime de l'Etat situé à l'autre bout d'un trafic particulier. L'exemption s'applique aux mesures existantes et futures jusqu'à développement de services maritimes auxiliaires et de services portuaires.	Non spécifiés	Illimitée	La nécessité de veiller à ce que la Compagnie de navigation maritime transporte au moins 40 pour cent du trafic de ligne. Promouvoir le développement de la flotte nationale afin de soutenir le développement économique et social au niveau national. Veiller à la compétitivité de nos produits d'exploitation et réduire les coûts des produits importés dans le cadre du commerce intérieur. Assurer des services maritimes auxiliaires et portuaires efficaces. Promouvoir l'industrie naissante. Mesures à renforcer si les partenaires commerciaux continuent de barrer l'accès aux cargaisons et pratiquent le dumping

**MALI** (suite)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Transport Maritime: Vracs et cargaisons spécialisées	Lois, Décrets, Ordonnances et Décisions, existantes ou futures, basées sur des accords bilatéraux et/ou multilatéraux qui prévoient la répartition de toutes les cargaisons: vracs et spécialisées entre compagnies maritimes d'Etats aux deux bouts d'un trafic particulier	Non spécifiés	Illimitée	Nécessité d'assurer aux compagnies maritimes nationales et/ou sous-régionales 50 pour cent des cargaisons. Dispositions à renforcer si les partenaires commerciaux continuent de barrer l'accès aux cargaisons et pratiquent le dumping
Transport Maritime	Lois, Décrets, Ordonnances et Décisions, existantes ou futures	Non spécifiés	Illimitée	Nécessité de promouvoir l'industrie naissante